

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Histoire (France) > Histoire & mémoire > La France en Algérie (1945-1962) > **Massacre des Algériens du 17 octobre 1961 : « Nommer la police parisienne et (...)**

Tribune

# **Massacre des Algériens du 17 octobre 1961 : « Nommer la police parisienne et Maurice Papon ne suffit pas »**

dimanche 17 octobre 2021, par [LALLAOUI Mehdi](#) (Date de rédaction antérieure : 14 octobre 2021).

**Alors que la manifestation d'Algériens en faveur de l'indépendance a causé le plus important massacre de civils perpétré à Paris depuis la Commune, Mehdi Lallaoui, président de l'association Au nom de la mémoire, explique, dans une tribune au « Monde », que la France doit citer tous les coupables.**

Sommaire

- [Silence traumatique](#)
- [Une pudeur qui en dit long](#)

Soixante années se sont écoulées depuis cette nuit tragique du 17 octobre 1961 où une manifestation d'Algériens en faveur de l'indépendance fut réprimée dans le sang par la police parisienne. Soixante années d'occultations, de dénis, et aussi, parfois, de haussements d'épaules. Cela fait soixante ans que le mensonge du bilan officiel du massacre de cette nuit est gravé dans le marbre de la mémoire administrative. Décompte des morts algériens au pont de Neuilly : deux. Leurs noms : Abdelkader Deroues et Lamar Achemoune. Sur les Grands Boulevards, devant le Rex, un Français qui sortait du cinéma est également mort, victime de la confusion policière. C'était un marinier du nom de Guy Chevalier.

Pourtant, peu à peu, les langues se sont déliées. Le travail des historiens et des chercheurs permet aujourd'hui d'établir à plusieurs centaines le nombre de morts du plus grand massacre de civils ayant eu lieu dans la capitale depuis la Commune de Paris, en incluant les dizaines de personnes « expulsées vers leur douar d'origine » et disparues dans les camps de l'armée en Algérie. Parmi la centaine de témoignages publiés dans leur dernier ouvrage (*Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat et la mémoire*, Tallandier, 2008 et réédité par Gallimard, en 2021), les historiens britanniques Jim House et Neil MacMaster, à la suite de Jean-Luc Einaudi, livrent sur les assassinats du 17 octobre des récits édifiants.

## **Silence traumatique**

Tard dans la nuit, de petites unités de policiers mobiles continuèrent à tuer des Algériens qui se trouvaient piégés, seuls ou en groupes, dans des lieux écartés de la banlieue ouest de la capitale. Le reporter et photographe Elie Kagan, qui se déplaçait à scooter, trouva trois ou quatre corps rue des Pâquerettes, près des bidonvilles de Nanterre. Le policier Raoul Letard raconte que des hommes de son unité spéciale d'intervention se livrèrent à Colombes, à partir de 23 heures, à une quête

meurtrière : « On tirait sur tout ce qui bougeait, c'était l'horreur, pendant deux heures, ça a été la chasse à l'homme. » Paul Rousseau, un autre policier, fut témoin de tueries au pont de Clichy : « J'en ai même vu [des policiers] qui ont tiré dedans et les ont balancés par-dessus le pont (...). Certains avaient du sang sur les mains. Ils en étaient fiers. Ils montraient leurs mains et disaient : "Tu vois, on les a eus, nos bougnoules !" »

Nous, descendants des manifestants, restons habités par les spectres d'octobre 1961. Ils ne crient ni vengeance ni pardon. Dans le silence, ils sont simplement impassibles : sûrs de la justice à venir. Car c'est à nous, leurs enfants, qu'il revient de porter cette exigence et de nous libérer du fardeau de l'occultation. C'est à nous autres, bourgeons des deux rives, semblablement attachés aux deux versants de cette Méditerranée qui lie nos histoires séculaires, qu'il revient de préparer les noces de la réconciliation et de l'apaisement. De cette prochaine alliance naîtra la fraternité qui nous anime depuis toujours. Après la guerre, après les guerres franco-algériennes dans toutes leurs déclinaisons, au bout de la nuit de l'oubli, le respect... enfin. La libération d'une parole, le moment où chacun pourra être entendu et écouté, où toutes les pages du livre déchiré seront rassemblées, où toutes les parties raconteront l'histoire de leur point de vue, à égalité de tolérance.

Il nous a fallu reprendre le fil de l'histoire d'octobre à son début, en appeler à la mémoire de nos parents, à la fois acteurs de ces tragiques événements et « complices » de ce vertigineux trou de mémoire du fait de leur silence traumatique. Depuis le début des années 1980, nous avons collecté et enregistré les témoignages, retrouvé les photos, contribué à entrouvrir les archives. En 1997, lors du procès de Maurice Papon, poursuivi et condamné pour complicité de crimes contre l'humanité pour son rôle dans la déportation des juifs de Gironde, nous avons manifesté pour rappeler que c'était le même fonctionnaire qui officiait en 1943 et en 1961, puis rendu publique la liste des morts consécutives à la manifestation du 17 octobre.

### **Une pudeur qui en dit long**

Brigitte Lainé et Philippe Grand, les archivistes de la Ville de Paris qui nous avaient confié ces documents, ont été sanctionnés. La polémique sur la divulgation de ces archives a abouti en 1998 au rapport Mandelkern, commandé par le ministre de l'intérieur d'alors, Jean-Pierre Chevènement, et qui évalua à trente-deux le nombre de victimes de la répression du 17 octobre. En 2012, la reconnaissance officielle de la vérité a progressé avec la déclaration du président François Hollande qui, malheureusement, ne nomme pas les assassins d'octobre 1961. Une pudeur qui en dit long sur la volonté des politiques de faire la lumière sur cette tragédie.

---

***« À l'automne 1961, c'est la République qui a sombré dans la Seine avec les noyades des travailleurs algériens »***

---

La démocratie à laquelle nous aspirons ne mérite pas son nom tant que l'Etat persiste dans le déni des drames coloniaux et l'occultation des massacres d'octobre 1961. Ce que nous réclamons depuis tant d'années, c'est que l'Etat, responsable de ces événements, se décide enfin à mettre des mots sur ces crimes impunis et à désigner les coupables. Mais nommer la police parisienne et Maurice

Papon ne suffit pas. Il faut citer également ceux qui se sont rendus complices des crimes d'octobre par leur silence et leurs manœuvres d'occultations : le ministre de l'intérieur Roger Frey, le premier ministre Michel Debré, sans omettre celui qui assurait la gestion du pays à ce moment-là, le général de Gaulle.

Nous exigeons la reconnaissance officielle des crimes d'octobre par les plus hautes autorités de la nation car les mots apaisent et soignent. A l'automne 1961, c'est la République qui a sombré dans la Seine avec les noyades des travailleurs algériens. Il est temps, en son nom, de reconnaître toute la vérité d'une histoire tragique, pour panser les blessures de la mémoire et construire enfin la fraternité.

### **Mehdi Lallaoui**

Auteur, réalisateur et président de l'association Au nom de la mémoire

---

### **P.-S.**

- Le Monde. Publié le 14 octobre 2021 à 18h00 :  
[https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/10/14/massacre-du-17-octobre-1961-nommer-la-police-par-isienne-et-maurice-papon-ne-suffit-pas\\_6098396\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/10/14/massacre-du-17-octobre-1961-nommer-la-police-par-isienne-et-maurice-papon-ne-suffit-pas_6098396_3232.html)
- Mehdi Lallaoui est président de l'association Au nom de la mémoire. Auteur et réalisateur, il a publié de nombreux ouvrages et documentaires sur l'immigration, la mémoire coloniale, l'histoire urbaine et ouvrière. Dernière parution : « Monique Hervo, une mémoire en partage » (Editions Au nom de la mémoire, 146 p., 20 euros).

**Mehdi Lallaoui** (Auteur, réalisateur et président de l'association Au nom de la mémoire)